Giovanna Hendel, Archives de l'UNESCO

Les collections d'archives de l'UNESCO : une source précieuse pour raconter l'histoire passionnante de la lutte contre l'analphabétisme dans le sud de l'Italie

Tout a commencé par l'exploration des collections audiovisuelles de l'UNESCO après leur transfert récent auprès des Archives de l'UNESCO. La plupart de ces collections avaient à peine été indexées au cours de leurs soixante-dix ans d'histoire. Avec une certaine urgence liée à la nécessité de procéder à la sélection du matériel à numériser dans le cadre d'un projet de deux ans qui devait bientôt démarrer, nous nous sommes donc lancés littéralement dans une exploration des collections. En traversant les dépôts, on avait un peu le sentiment d'errer dans la bibliothèque de Babel de Borgès. Dans les dépôts de photos, le seul moyen d'essayer de comprendre l'organisation de la collection était tout simplement d'ouvrir les multiples tiroirs des nombreuses vieilles armoires de classement et de voir ce qu'il y avait à l'intérieur. C'est en ouvrant l'un de ces tiroirs que nous avons fait une découverte étonnante : un album oublié de 38 planches-contacts et de commentaires par un des plus grands photographes du XXe siècle, David « Chim » Seymour – un reportage réalisé en 1950 sur la lutte contre l'analphabétisme dans la région de Calabre, au sud de l'Italie. Certaines photos de l'album de planches-contacts avaient été sélectionnées pour illustrer un article publié en mars 1952 dans *Le Courrier de l'UNESCO* et écrit par une autre « célébrité », l'écrivain Carlo Levi, qui avait déjà acquis une renommée mondiale à l'époque pour son roman *Le Christ s'est arrêté à Eboli* (1945).

Après avoir partagé cette découverte avec deux spécialistes d'histoire de la photographie, Karin Priem et Carole Naggar, nous sommes immédiatement venues à la conclusion que nous devons également la partager avec le grand public. Une première étape consistait à numériser l'album dans le cadre du projet pilote, de deux ans, de numérisation des archives de l'UNESCO, puis à le rendre disponible sur la plate-forme du projet. Cependant, nous avons également convenu dès le départ que

Je voudrais remercier Carole Naggar et Karin Priem pour la grande aventure entreprise ensemble de publier ce livre. Ce fut un grand privilège et un plaisir de travailler avec elles. Je remercie également mes collègues des archives et de la bibliothèque de l'UNESCO – en particulier, Adama Pam, Eng Sengsavang, Coryn Lang et Adam Cowling – ainsi que mes collègues des publications de l'UNESCO – spécialement Cristina Puerta, Ian Denison, Eric Frogé et Aurélie Torre. Enfin, mes plus vifs remerciements vont à David Atchoarena, Jens Boel, Anthony Krause et Anne Muller pour leurs conseils et leurs retours. Les idées et opinions exprimées dans ce chapitre sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'UNESCO.

l'album et le reportage de Chim-Levi méritaient, en outre, d'être publiés dans un livre où figureraient des essais qui les mettraient en contexte. C'est ainsi que ce livre est né.

Dans son essai, Juri Meda fait valoir qu'une image publique particulière des écoles rurales – toujours les écoles les plus pauvres et les plus défavorisées – était souvent diffusée et utilisée par les classes dirigeantes et/ou les partis politiques pour documenter l'état de modernité et/ou de retard du système scolaire national, selon leurs besoins de propagande. En prenant pour point de départ les reportages d'un certain nombre de photojournalistes italiens (dont Tino Petrelli, Federico Patellani et Ando Gilardi) à la fin des années 40 et au début des années 50, Juri Meda analyse comment l'image publique de ces écoles spécifiques a été manipulée par la circulation de ce type d'images dans des quotidiens et magazines aux orientations politiques différentes (comme *Epoca*, *Il Lavoro*, etc.).

Carole Naggar se concentre sur la collaboration entre Carlo Levi et David « Chim » Seymour, apportant une analyse de leur relation et racontant la manière dont ils ont trouvé un terrain d'entente dans l'exploration de l'Italie du sud. Leur rencontre remonte à 1948, alors que Chim couvrait les élections italiennes. Chim, fils d'un éditeur juif polonais et lecteur enthousiaste, avait été influencé et impressionné par le livre de Carlo Levi *Le Christ s'est arrêté à Eboli* et par ses articles du *New York Times* sur la « question du sud », comme on l'appelait alors. Aussi quand l'UNESCO, une institution qui venait d'être fondée, a décidé, en 1950, d'envoyer le photographe de Magnum en mission pour couvrir l'analphabétisme en Italie du sud, ce fut pour lui un choix logique que de suivre les traces de Levi et de lui demander si Magnum Photos pouvait utiliser un de ses articles sur l'analphabétisme pour le distribuer avec ses photographies.¹

Enfin, Karin Priem, s'inspirant d'études de philosophie de la technologie, éclaire les aspects technologiques et matériels cachés ou même effacés de l'interprétation et de l'élaboration du signifié. Son essai examine l'album de Seymour en tant qu'objet visuel et les traces matérielles qu'il déploie. Appliquer cette perspective à des albums photo rend possible l'analyse des photographies en tant que réseaux enchevêtrés d'élaboration du signifié qui présentent, traduisent et tissent le monde de manière spécifique. Priem suggère que l'album a fonctionné comme outil rédactionnel pour les campagnes de média et de moyen de communication entre le photographe, ses rédacteurs et le public. Seymour a capté visuellement la vie et l'environnement des gens, il a souligné leur importance historique en compilant l'album, et a ainsi créé des récits attrayants sur la lutte contre l'analphabétisme en Italie du sud.

Dans cet essai, je souhaite situer le reportage de Chim-Levi dans le contexte des activités de l'UNESCO dans le domaine de la lutte contre l'analphabétisme dans le

¹ Lettre de David Seymour à Carlo Levi, 26 décembre 1951, p. 165.

sud de l'Italie après la guerre.² Ces activités étaient surtout menées en coopération avec la principale organisation italienne opérant sur le terrain à l'époque : l'Unione Nazionale per la Lotta contro l'Analfabetismo (UNLA, Union nationale pour la lutte contre l'analphabétisme). J'examinerai le riche dossier disponible dans les archives de l'UNESCO concernant les relations entre l'UNESCO et l'UNLA. En prenant ce dossier comme exemple, j'espère montrer à quel point l'étude des sources primaires fournies par les fonds d'archives de l'UNESCO peut être intéressante et encourager ainsi des recherches plus approfondies.

L'UNLA était l'une des plus importantes institutions privées fondées dans l'Italie d'après-guerre afin de s'associer aux efforts du gouvernement italien pour s'attaquer au grave problème de l'analphabétisme dans le sud. Depuis 1948, l'UNLA contribua à la création de nombreuses écoles où des cours d'alphabétisation de base étaient dispensés aux enfants comme aux adultes. Cependant, l'initiative la plus originale de l'UNLA fut la création de ce qu'on appelait des « centres de culture populaire » : sous la direction d'un enseignant de l'UNLA, les adultes ayant déjà bénéficié des cours d'alphabétisation de base pouvaient poursuivre leurs efforts éducatifs en étant encouragés à poser des questions (*quesiti*) relatives à leur vie quotidienne, mais aussi des questions plus théoriques. L'enseignant de l'UNLA essayait d'y répondre avec le soutien des membres instruits et des professionnels de la communauté (le médecin, le pharmacien, le vétérinaire, le curé de la paroisse, etc.).

Les premiers échanges entre l'UNESCO et l'UNLA remontent à 1949. L'une des personnes qui figurent très tôt dans ces échanges est Paul Lengrand. À l'époque, il était expert auprès du Département de l'éducation de l'UNESCO et travaillait pour la Division de l'éducation de base et des adultes. Du 5 au 9 avril 1951, l'UNLA organisa à Rome une conférence internationale sur l'éducation des adultes, en conclusion d'un cours d'étude et de formation à l'intention des jeunes enseignants dirigeant les divers centres de culture populaire. L'UNLA ayant invité l'UNESCO à envoyer un représentant à ce congrès, l'UNESCO envoya Lengrand. Comme il ressort de son rapport, Lengrand revint de la conférence particulièrement impressionné par les présentations des enseignants des centres de culture populaire et par les discussions qui ont suivi. Il écrit :

Pour la plupart, il s'agit de jeunes hommes (de 25 à 35 ans) dont la compétence semble aller de pair avec le zèle et l'enthousiasme. Ils ont conscience de l'importance de la tâche qu'ils ont

2 Pour les activités de l'UNESCO dans le domaine que l'on appelait à l'époque « éducation de base », voir Jens Boel : UNESCO's Fundamental Education Program, 1946–1958 : Vision, Actions and Impact. In : Poul Duedahl (éd.) : *A History of UNESCO : Global Actions and Impact*. Basingstoke : Palgrave Macmillan 2016, p. 153–167 ; Maren Elfert : *The Utopia of Lifelong Learning : An Intellectual History of UNESCO's Humanistic Approach to Education, 1945–2015*. Thèse de doctorat, Vancouver : University of British Columbia 2016 ; Joseph Watras : UNESCO's Programme of Fundamental Education, 1946–1959. In : *History of Education* 39, n° 2 (2010), p. 219–237.

entreprise et paraissent être sur une bonne voie du point de vue des buts de leur action et des moyens qu'ils utilisent. Au cours de conversations particulières que j'ai eues avec certains d'entre eux, j'ai été frappé par la qualité humaine et par l'ardeur singulièrement émouvante de ces jeunes éducateurs.³

Il estimait que le bon travail accompli par l'UNLA devrait bénéficier de l'appui de l'UNESCO et il recommandait au Comité de l'UNLA d'adresser deux demandes principales à l'UNESCO. Premièrement, demander à obtenir le statut de « projet associé ». Deuxièmement, demander à l'UNESCO d'envoyer en mission dans le sud de l'Italie un « expert » ou un « consultant de terrain » chargé d'étudier les centres de culture populaire, puis de donner des conseils sur les « techniques de discussion » les plus appropriées à appliquer dans les centres.

L'inclusion de l'UNLA parmi les projets associés de l'UNESCO en matière d'éducation fondamentale se déroula sans trop de difficultés. Par contre, pour arriver à concrétiser la mission d'un expert, il fallut surmonter d'innombrables obstacles.

Une première tentative visait à obtenir, pour une mission de six mois, les services de Ross D. Waller, professeur à l'Université de Manchester, recommandé par Lengrand qui le considérait comme le spécialiste le plus qualifié pour cette mission. Cette première tentative a été documentée par près de trente échanges, de mai 1951 à janvier 1952, sous forme de lettres, télégrammes, notes et comptes rendus, entre l'UNESCO, l'UNLA, Waller, l'Université de Manchester, le ministère italien des Affaires Étrangères, la Commission nationale italienne, l'Ambassade d'Italie à Paris, et la Commission nationale du Royaume-Uni. (Lengrand s'en excuse dans l'un de ses échanges avec l'UNLA où il demande à l'UNLA de soumettre une nouvelle lettre officielle de requête : « Excusez-moi de vous créer ce souci, mais vous savez combien la forme importe dans ce genre d'affaires ! »⁴). Mais tous ces efforts furent vains : malgré des demandes réitérées, le Conseil général de l'Université de Manchester refusa de libérer Waller de ses fonctions universitaires pour cette mission.

Heureusement, la mission de Waller initialement prévue pour une durée de six mois fut du moins remplacée par une mission d'un mois de Lengrand lui-même, du 9 février au 9 mars 1952 : c'est cette mission qui est mentionnée dans l'article du *Courrier* reproduit dans le présent ouvrage. De ces trente jours, Lengrand passa un total de dix jours au siège de l'UNLA à Rome, tout d'abord pour préparer ses visites dans les centres de culture populaire, puis pour évaluer son expérience et en tirer des conclusions. Il passa ensuite dix jours dans divers centres de Calabre et de Lucanie, tandis que les dix derniers jours furent consacrés à un seul centre, celui du village de Savoia (ou « Savinia ») di Lucania. Il participa aux activités de ce centre

³ Paul Lengrand : *Rapport de mission de Rome à Milan (4-13 avril 1951)*. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

⁴ Paul Lengrand à A. T. Sandesky Scelba, 11 janvier 1952. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

culturel et c'est grâce à cette expérience concrète qu'il identifia deux objectifs que l'expertise de l'UNESCO devrait permettre d'accomplir pour aider les directeurs de centres de l'UNLA :

- 1) [...] assurer une meilleure cohésion et une plus grande unité dans l'établissement des programmes de chaque centre ;
- 2) [...] aider les membres des centres à organiser les données de leur expérience et les enseignements reçus au centre, dans le cadre d'un mode de pensée rationnel et systématique développant les capacités de jugement, de réflexion et d'expression.⁵

Lengrand tenait en grande considération le travail des enseignants de l'UNLA et, bien qu'il ne l'écrivit pas explicitement dans son rapport, il semblait approuver le point de vue de l'UNLA, lequel était tout à fait dans l'esprit de l'UNESCO :

Les dirigeants de l'Union pensent qu'il n'est pas possible de négliger cet aspect philosophique du travail qu'ils ont entrepris. En effet, ils ne considèrent pas que la philosophie doive intervenir à la fin d'un cycle d'études comme couronnement du savoir, mais ils pensent que les problèmes de méthode intellectuelle, d'unité des connaissances, de liaison entre la pensée et l'action se placent au début même de toute activité intellectuelle.⁶

Ces citations sont extraites du rapport officiel de Lengrand, présenté à la fin de sa mission. Mais pendant son séjour à Savoia di Lucania, Lengrand a également écrit, dans un style bien moins officiel, une lettre adressée à son collègue John B. Bowers, Chef de la Division de l'éducation de base et des adultes. Nous avons choisi de reproduire intégralement cette lettre pour deux raisons.⁷ Tout d'abord parce qu'elle donne une image très vivante de la situation, se faisant dans une certaine mesure l'écho du reportage de Chim. Ensuite, cela permet au lecteur de comprendre comment, en s'appuyant sur des sources primaires d'archives (et en particulier sur les riches collections des archives de l'UNESCO), on peut reconstruire une histoire multidimensionnelle aux multiples facettes qui intègre les différentes versions et les différentes formes sous lesquelles une même histoire est racontée.

Suite à la mission de Lengrand, les échanges entre l'UNESCO et l'UNLA s'intensifièrent. Certains de ces échanges portaient sur les moyens très concrets de l'aide apportée par l'UNESCO à l'UNLA : l'UNESCO aida l'UNLA à acquérir le matériel nécessaire pour mener à bien ses activités, depuis le matériel d'écriture pour les cours d'alphabétisation jusqu'au matériel technique pour les ateliers, en passant par les

⁵ Paul Lengrand : *Rapport d'une mission en Italie (9 février–9 mars 1952)*. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 6.

⁶ Ibid.

⁷ Lettre de Paul Lengrand à John B. Bowers, 28 février 1952, p. 158

livres achetés via le programme *Gift Coupon*⁸ et les postes récepteurs de radio. En retour, l'UNESCO demandait à l'UNLA de lui envoyer des informations et du matériel de communication sur ses activités. C'est en réponse à une demande de ce type de la part de l'UNESCO qu'une représentante de l'UNLA, Anna Lorenzetto, une des fondatrices de l'UNLA, mentionne les photos de Chim dans l'article du *Courrier* :

Nous vous avons également envoyé le matériel d'information dont nous disposons, ainsi que les photographies en notre possession. Malheureusement ce matériel n'est pas très abondant car l'Unione est pauvre et consacre la majeure partie de ses ressources à son travail réel plutôt qu'à la propagande. Mais *Le Courier de l'UNESCO* du mois de mars a publié de très belles photos de nos écoles qu'il vous sera facile de vous procurer.⁹

L'UNLA assura également le suivi de la mission de Lengrand en demandant à l'UNESCO d'envoyer, lors d'une mission ultérieure dans les centres, deux autres experts : un pour travailler sur les « techniques de discussion », l'autre pour aider à améliorer l'organisation des diverses activités dans les centres, conformément aux deux besoins identifiés dans le rapport de Lengrand précité. Lorsqu'on examine les lettres dans le dossier d'archives UNESCO-UNLA, la question de savoir si la requête de l'UNLA a réussi ou non apparaît comme une histoire à suspense pleine de rebondissements.

Comme dans le cas de la mission de Lengrand, ce souhait d'une deuxième mission fait également l'objet de nombreux échanges entre de nombreuses parties : certains sont conservés dans le dossier d'archives, alors que pour d'autres, tels que des conversations téléphoniques, des lettres personnelles et même des lettres qui « n'ont jamais été reçues », on y fait simplement référence, comme on le voit dans la lettre du 22 octobre 1954, écrite par André Lestage (Division de l'éducation de base et des adultes).

Selon Lestage, lorsqu'il écrit fin octobre 1954, le fait qu'il n'ait jamais reçu une lettre que la Commission italienne assurait lui avoir envoyée plus tôt dans l'année a été la raison pour laquelle la demande de l'UNLA concernant la mission de deux

⁸ Par le biais du programme *Gift Coupon*, l'UNESCO permettait à des organisations de différents pays d'aider à acheter des livres et du matériel pour des activités éducatives dans le monde entier. Les organisations donatrices achetaient des coupons qu'elles remettaient ensuite aux organisations bénéficiaires pour les échanger contre des livres ou du matériel que l'UNESCO remboursait en monnaie locale au fournisseur agréé.

⁹ Anna Lorenzetto à Pippa Harris, 14 avril 1952. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63. Anna Lorenzetto (1914–2001) est une grande figure de l'Italie d'après-guerre. Diplômée à la fois en philosophie et en littérature pendant la guerre, elle est une des fondatrices de l'UNLA en 1947 et figure parmi les initiatrices des centres de culture populaire. Elle devient présidente de l'UNLA en 1964 et reste à ce poste jusqu'en 1981, excepté pour une période de deux ans, de 1971 à 1972, où elle occupe le poste de Cheffe de la Division de l'éducation de base et des adultes à l'UNESCO.

experts traînait depuis si longtemps à tel point qu'il n'était plus possible de la mettre en place, tous les crédits de 1954 étant épuisés.¹⁰

Cependant, le 30 novembre 1954, Conrad Oppen, Chef de la Division de l'éducation de base et des adultes, écrivit à H. L. Elvin, Directeur du Département de l'éducation, pour l'informer que certains fonds qui, selon le plan initial, auraient dû être affectés à une mission d'expert en Équateur, pourraient maintenant être disponibles et donc être affectés à la mission italienne.¹¹

Mais, d'après une note du 9 décembre 1954 envoyée à Conrad Oppen par Richard Attygalle, Spécialiste de programme, Division de l'éducation de base et des adultes, il ressort que la mission en Équateur est à nouveau à l'ordre du jour. Deux réponses différentes avaient déjà été rédigées pour le Directeur général Luther Evans, en réponse à une lettre envoyée le 15 octobre par M. Toscano, Secrétaire général de la Commission italienne, réitérant la demande de l'UNLA : une réponse négative, lorsqu'on pensait que les crédits pour 1954 étaient épuisés, puis une réponse positive, lorsque la mission d'expert en Équateur semblait être compromise. La mission d'expert en Équateur étant à nouveau à l'ordre du jour, Richard Attygalle demanda : Que devons-nous faire ? Rédiger une troisième réponse ? Revenir à la première réponse négative ?¹² Oppen répondit laconiquement dans une note manuscrite : « Attendons le retour d'Elvin. Il reviendra la semaine prochaine. Quelques jours de plus ne feront pas beaucoup de différence puisqu'ils ont déjà attendu si longtemps ! »¹³

Finalement, une troisième version négative fut en effet rédigée le 20 décembre 1954.¹⁴ Mais à exactement la même date – comme il ressort d'une lettre de Lestage du 23 décembre 1954 – Israël communiqua à l'UNESCO qu'ils renonçaient aux fonds qui leur avaient été initialement attribués en réponse à l'une de leurs demandes précédentes.¹⁵ Un contrat entre l'UNESCO et le gouvernement italien pour une mission d'expert de l'UNESCO en Italie, d'une durée de six mois, fut rédigé à la hâte et porté à l'Ambassade d'Italie pour obtenir la signature du gouvernement italien au plus tard le 31 décembre 1954 – date après laquelle les crédits de 1954 ne pouvaient

10 André Lestage à Lorna McPhee, 22 octobre 1954. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

11 Conrad Oppen à H. L. Elvin, 30 novembre 1954. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

12 Richard Attygalle à Conrad Oppen, 9 décembre 1954. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

13 Conrad Oppen à Richard Attygalle, 9 décembre 1954. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

14 Voir le projet de réponse de Luther Evans à Mario Toscano, 20 décembre 1954. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

15 André Lestage à M. Mahou, 23 décembre 1954. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

plus être utilisés. Juste à temps, le 31 décembre 1954, arriva la lettre de l'Ambassade d'Italie confirmant la signature à Rome !¹⁶

La mission d'expert de six mois ayant été finalement approuvée, il restait à trouver un expert approprié. L'UNESCO, et Lengrand en particulier, cherchèrent une fois de plus à s'assurer les services de Waller. Mais, à nouveau, Waller dut décliner l'offre en raison de ses obligations universitaires et proposa à la place d'assurer une mission de deux mois au cas où l'UNESCO ne parviendrait pas à trouver un expert adéquat pour la mission de six mois envisagée. On trouva finalement un expert approprié en la personne de Joseph Rosenthal Rován, alors au début d'une carrière illustre d'historien et de politicien reconnu.

Quand l'UNESCO proposa la mission de Rován à l'UNLA, c'était déjà le mois d'avril 1955, c'est pourquoi il fut proposé que la mission se déroule du 1^{er} juin au 31 décembre 1955. Cependant, comme le souligne Anna Lorenzetto au nom de l'UNLA :

Du 1 juin au 31 août nos Centres de Culture Populaire développent une activité beaucoup plus réduite étant donné que le gros des élèves est à cette période de l'année engagé [sic] à fond dans les travaux des champs, et donc physiquement fort fatiguée [sic].¹⁷

Donc, en fin de compte, la mission de six mois initialement prévue fut à nouveau raccourcie et devint une mission de quatre mois allant du 22 août au 22 décembre 1955. À la fin de sa mission, Rován présenta un rapport substantiel constituant à lui seul un dossier de deux cents pages environ. En le parcourant, on peut mesurer les progrès accomplis au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis le reportage de Chim, notamment parce que nous pouvons établir des comparaisons spécifiques avec certaines personnes et certains villages de son reportage qui réapparaissent dans le rapport de mission de Rován. Ainsi, par exemple, dans le rapport de mission de Rován, nous retrouvons le Directeur du Centre de Roggiano Gravina, Giuseppe Zanfini : « Une fois de plus, j'ai admiré les talents d'organisateur et d'éducateur du professeur Zanfini », écrit Rován.¹⁸ Cependant, alors qu'une grande partie du reportage de Chim sur Roggiano Gravina présentait des photos d'adultes qui apprenaient à lire et à écrire, au moment du rapport de mission de Rován, le Centre de Roggiano Gravina offrait un cours de formation pour futurs bibliothécaires, adressé à ces mêmes personnes qui, quelques années auparavant, apprenaient à lire et à écrire.

Et les progrès allaient se poursuivre, mais je laisserai les futurs chercheurs découvrir les développements successifs de cette histoire. Ils sont invités à explorer

¹⁶ Délégation permanente italienne à Lorna McPhee, 31 décembre 1954. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

¹⁷ Anna Lorenzetto à André Lestage, 28 avril 1955. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63.

¹⁸ Joseph Rosenthal Rován : *Rapport de mission en Italie (22 août–22 décembre 1955)*. UNESCO Archives Correspondence File 375 (45) A 63 (part II).

les riches collections des archives de l'UNESCO – qui seront accessibles en ligne dans le monde entier si notre programme de numérisation continue à être soutenu dans les années à venir.